



Lyon Santé Social - 7 décembre 2023

NI TRÊVE NI HUMANITÉ SOUS LE CAPITALISME

La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances prépare en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée. Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.

L'extrême droite en embuscade

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien. La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa politique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement. La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des petites bandes fachos à nos frères et à nos sœurs étrangers. À ceux et celles qui travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui ont les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau. Leur droit de vivre ici serait conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

Nous sommes toutes et tous concernés

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de leurs marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue guerre « des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous aurons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles s'il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes :

TIKTOK : NPALYON69

MAIL : npalyonrhone@gmail.com

www.nouveaupartianticapitaliste.fr

IFSI

La chasse au fric

Avec les cadres de nos services, c'est toujours la même chose : on doit veiller en permanence à ce que nos heures sup et nos week-ends soient payés. On peut jamais leur faire confiance et on passe notre temps à scruter nos fiches de paye. En même temps ça les arrange bien « d'oublier » de nous payer.

Un Père Noël un peu en retard

Alors que nos stages se sont finis le 3 novembre dernier, nous avons appris que nous serons payés le... 26 décembre. Près de deux mois pour lancer une paie, pourtant cruciale à l'approche des fêtes de fin d'année, autant dire que les calculs ne sont pas bons !

Passerelle : y'a encore du chemin

Dès l'année prochaine, les ASD voulant se reconvertir comme IDE bénéficieront d'une formation « passerelle » accélérée, le temps d'études étant ramené de trois à un peu plus de deux ans. Une décision du gouvernement qui s'explique évidemment par le manque de personnel infirmier, mais qui rendra la transition moins pénible pour les ASD.

Mais pour encourager vraiment les vocations, le mieux serait encore d'augmenter tous les salaires !

Financement des cliniques privées

Lors de la mise en place du Ségur 1 en 2020, les cliniques ont perçu une enveloppe de l'Etat redistribuée aux salariés concernés. Depuis, pour payer cette prime, puis celles qui se sont succédé comme le Ségur 2, la GAS (garantie d'augmentation salariale), la prime sages-femmes, en soins critiques, des urgences, les actionnaires des cliniques privées se sont vu octroyer une augmentation des prises en charges des hospitalisations.

Dans certaines cliniques, l'augmentation de ces prises en charge est supérieure au montant des primes redistribués aux salariés. A la clinique Bordeaux Nord par exemple, en 2022, ça correspond à un surplus de près de 700 000 €.

Cela n'a pas empêché la direction d'expliquer aux grévistes en juin dernier qu'elle ne pouvait pas augmenter les salaires. Alors que le gouvernement prévoit de faire 3,5 milliards d'économies sur la sécu en 2024, il a accordé ces aides sans compter aux cliniques privées, et sans contrôle.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes :

TIKTOK : NPALYON69

MAIL : npalyonrhone@gmail.com

www.nouveaupartianticapitaliste.fr

Retour à la CAF départ

Alors que l'État dépense aveuglément plus de 100 milliards par an en aides diverses aux entreprises, il redouble d'efforts pour traquer les bénéficiaires d'aides sociales.

Ces bénéficiaires ont tous un score qui reflète la confiance que la CAF leur porte. Nous sommes donc surpris d'apprendre qu'être une mère célibataire, un travailleur en situation de handicap ou un bénéficiaire des minima sociaux diminue ce score et augmente les contrôles ! Les plus démunis sont donc les plus contrôlés, et c'est chez eux que l'État va récupérer de l'argent, parfois en traquant la moindre petite entorse à des règles très alambiquées. On commence à avoir l'habitude avec cette politique qui fait tout pour casser les droits des précaires et les laisser se débrouiller dans un contexte de chômage de masse et d'inflation galopante.

Un logement pour tous

14 000 personnes en demande d'hébergement et sans solution dans le Rhône aujourd'hui, une situation que dénonce le collectif des travailleurs et travailleuses de l'hébergement d'urgence à Lyon qui appelle à une manifestation **le jeudi 14 décembre à 14h au départ de la Métropole de Lyon (20, rue du Lac)**. On demande aux travailleurs et travailleuses du social de trier les dossiers et de hiérarchiser les demandes, alors même que le nombre de logements vacants dépasse largement celui des personnes sans logement. Et pour celles et ceux qui tentent de s'abriter par elles-mêmes alors que les températures descendent sous les 0 degrés, aucune solution que la répression. Dans le 3ème arrondissement de Lyon, 150 mineurs isolés ont en effet été évacués de force d'un gymnase par une police qui n'a pas hésité à user de gaz lacrymogènes pour les déloger. Pour un logement pour toutes et tous, soyons nombreux à rejoindre les travailleurs et travailleuses du social mobilisés.

Une lutte commune, lancement du collectif

« Soignant.es pour Gaza »

Les massacres à Gaza continuent, et les terrains de guerre n'épargnent personne, pas même les hôpitaux. Un collectif de soignants solidaires parisiens « soignant.es pour Gaza » s'organise pour dénoncer et stopper définitivement les massacres sur les Gazaoui causés par l'intervention militaire de Netanyahu ! A Gaza et ailleurs, les hôpitaux ne doivent pas être la cible des bombes ! Organisons nous, soignants et soignantes en soutien à la Palestine !

RASSEMBLEMENT

en soutien au peuple palestinien

Samedi 9/12, 17h

berges du Pont de la Guillotière